Elections législatives - 21 mars 1993 - 2ème circonscription 93

PARTI DES TRAVAILLEURS

Claudine CHEVREAU, directrice d'école
Olivier LEBOVITCH, travailleur hospitalier

OUI, IL EXISTE UNE ISSUE !

OUI, il existe une issue à la crise que traverse le pays. On ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la Sécurité sociale et les retraites, alors que le gouvernement:

- dépense 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak;
- a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs pour soi-disant "défendre le franc";
- a exonéré les capitalistes de 1986 à 1991 de 35 milliards de charges sociales;
- verse 40 milliards par an de fonds publics à l'Ecole privée.

NON, les 3 millions de chômeurs, les 5 millions de travailleurs précaires, le saccage de la protection sociale, la privatisation des services communaux ne sont pas une fatalité. C'est le résultat du viol du mandat confié par le peuple en 1981. Et Monsieur WEBER, candidat du Parti Socialiste, non content d'avoir agi à l'inverse de ce mandat, déclare qu'à l'Education Nationale "c'est une révolution scolaire qui s'est produite, la grande fierté de cette décennie!"

> Les instituteurs qui ont fait grève et manifesté chez Monsieur LANG pour l'annulation des 11 fermetures de classes à Saint-Denis et pour les ouvertures indispensables savent que cette "révolution scolaire" signifie saccage organisé de l'Ecole et de l'avenir de la jeunesse.

Cette politique, c'est le résultat de la soumission aux institutions anti-démocratiques de la Vème République dont Monsieur BERTHELOT a assuré récemment "qu'elles ont encore de beaux jours devant elles".

C'est le résultat de la "réconciliation avec l'entreprise et le patronat", qui conduit Monsieur BRAOUEZEC à présenter la privatisation des services communaux à Saint-Denis comme une "privatisation progressiste", alors qu'elle s'intègre dans le démantèlement général du service public et rencontre la résistance des personnels communaux.

OUI, IL EXISTE UNE ISSUE.

Elle viendra de l'union des millions de travailleurs menacés par les plans de licenciements et de privatisations, des millions de chômeurs et de travailleurs précaires, de retraités, de paysans, de petits commerçants et d'artisans que condamne la désertification.

OUI, la volonté et les forces existent aujourd'hui pour réaliser l'UNITE contre cette politique mise en oeuvre par les gouvernements qui se sont succédé, au service exclusif des intérêts du grand capital.

OUI, la volonté et les forces existent pour réaliser l'UNITE contre le diktat des spéculateurs, les privatisations, les exigences de l'économie de marché, qui entraînent toute la planète dans le chaos économique, les guerres, la misère, détruisent la civilisation au nom du "nouvel ordre mondial".

Les grèves et les manifestations qui se multiplient contre les licenciements, contre les fermetures de classes et le saccage de l'école, contre les conséquences de la politique agricole commune, en sont la preuve.

Les travailleurs savent qu'il ne peut rien sortir de bon de ces élections, car il ne peut rien sortir de bon d'un Parlement que la Constitution anti-démocratique de la Vème République réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement des mesures, lois, décrets antipopulaires dictés par le grand capital (pour la seule dernière législature, 277 lois anti-ouvrières ont été votées).

L'ISSUE RESIDE DANS L'UNITE !

*** L'UNITE pour en finir avec la dispersion des luttes**, pour unifier les actions simultanées, qui est le moyen le plus efficace pour résister aux plans et "réformes" du gouvernement et du grand capital.

*** L'UNITE pour instaurer la démocratie**, ouvrir la voie à la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions anti-démocratiques de la Vème République; un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple et dont la légitimité serait fondée sur les décisions d'une Assemblée constituante souveraine:

-> Confiscation des centaines de milliards distribués par le gouvernement aux spéculateurs, pour les affecter à un plan de relance de l'économie, pour assurer à tous le droit au travail, garantir la protection sociale existante et relancer la consommation par l'augmentation des salaires.

-> Respect du principe de la laïcité républicaine: "fonds publics à l'Ecole publique, fonds privés à l'Ecole privée", la restitution des 40 milliards accordés à l'école privée, pour empêcher la nouvelle vague de suppressions de classes et d'écoles rurales programmée par J. LANG.

-> Retrait de toutes les troupes françaises engagées au nom de "l'ingérence humanitaire" dans des opérations de guerre contre le droit des peuples et des minorités nationales à disposer d'eux-mêmes.

-> Abrogation des mesures dictées par la CEE et le GATT, qui condamnent les agriculteurs à la disparition, les sidérurgistes au chômage.

Le PARTI DES TRAVAILLEURS a mené campagne pour des candidatures ouvrières uniques dans le but d'aider à la réalisation de l'UNITE des travailleurs et des organisations, pour le "tous ensemble". A Saint-Denis, la section a fait contresigner un mandat en quatre points:

- Unité pour l'abandon de la privatisation des services communaux
- Unite pour en finir avec la politique de ce gouvernement (loi Teulade, précarité, etc...)
- Unité pour l'abrogation des institutions de la Vème République
- Restitution à l'école publique des milliards versés à l'école privée

C'est ainsi que le PARTI DES TRAVAILLEURS a été amené à soutenir plusieurs candidats d'unité, et qu'il présente 84 candidatures, dont une à Saint-Denis.

Il appelle toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce combat à se grouper pour mener campagne pour l'unité, à participer au Rassemblement international contre les plans de privatisation-destruction du Fonds Monétaire International, au ZENITH à Paris, le 20 JUIN 1993.

Votez Claudine CHEVREAU, candidate du Parti des Travailleurs.

Vu le candidat

infotec 2000 Paris